

**DIX ANS DE DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE**

Face à la faillite des démocraties libérales, la démocratie sandiniste ouvre d'immenses perspectives.

**LA COMMISSION NATIONALE DE RECONCILIATION A RENDU SON RAPPORT**

Elle reconnaît, à l'unanimité de ses membres, que le Nicaragua a appliqué les accords de San Salvador.

**CONFISCATIONS : LES TRAVAILLEURS PRENNENT LA RELEVÉ**

Après l'expropriation de J. Cuadra, les travailleurs de son exploitation s'engagent à maintenir la production et comptent sur l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

**PRIX DU CAFE EN CHUTE LIBRE**

Les pays développés imposent leurs prix, faute d'unité entre les pays producteurs.

**UNE EXPERIENCE PERUVIENNE QUI INTERESSE LES NICARAGUAYENS**

Le gouvernement péruvien a augmenté les salaires pour obtenir une "relance sélective" de l'économie. Les spécialistes nicaraguayens sont attentifs.

**IL EST PARTI, CELUI QUI NOUS FAISAIT CHIER**

Inutile de préciser quel départ est ainsi salué par Omar Cabezas dans son dernier livre "Chanson d'amour pour les hommes". Mi-juillet 1979, la guerre fait rage. León vient d'être libéré...

**EN BREF :**

- TOUT EST PRET POUR LES RENCONTRES DE LA SOLIDARITE

---

40P 11481

## DIX ANS DE DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE

Entretien avec Orlando Nuñez, directeur du CIERA  
(Centre de recherches et d'études sur la réforme agraire)

par Sergio Ferrari

**Managua, juillet (ANN). La révolution sandiniste, d'abord timidement puis avec passion, a fait sienne la démocratie, en l'intégrant à sa pratique et à sa stratégie de lutte, affirme Orlando Nuñez, jeune chercheur en sciences sociales et directeur du Centre de recherches et d'études sur la réforme agraire, au cours d'un entretien avec l'ANN.**

La démocratie sandiniste ou "démocratie tout court", dont les trois principes sont participation, consultation et représentativité, a mûri ces dernières années. Mais comme le signale O. Nuñez, cela n'évite pas contradictions et risques dans la construction et le fonctionnement de cette nouvelle forme d'organisation sociale.

Cependant ces faiblesses ne sont pas comparables à la grave crise à laquelle fait face la démocratie libérale, médiatisée, économiquement excluante et menacée. "de mort" par la faillite de son programme économique. Selon O. Nuñez, la démocratie libérale se décompose en Amérique latine. L'entretien est consacré à une analyse sans détour de quelques-uns des éléments et des problèmes de la démocratie aujourd'hui.

### I. LES MOUVEMENTS DE LIBERATION ONT OTE A LA BOURGEOISIE LE MONOPOLE DE LA DEMOCRATIE

*ANN : Que signifie la démocratie pour le sandinisme après 10 ans de révolution, en tenant compte de la nature insurrectionnelle du processus ?*

Orlando Nuñez : La démocratie est peut-être devenue la principale bannière de la révolution sandiniste. Nous sommes arrivés à la conclusion, dans la théorie et dans la pratique, que la gauche - en tout cas la gauche latino-américaine - avait commis une erreur en laissant le patrimoine de la démocratie à la bourgeoisie. Aujourd'hui, les mouvements de libération nationale et en premier lieu le mouvement sandiniste ont ravi définitivement cette bannière à la bourgeoisie.

Non seulement la révolution sandiniste a revendiqué la démocratie et l'a intégrée à sa stratégie de lutte, mais elle l'a développée dans la pratique. La vocation révolutionnaire s'accorde parfaitement à la vocation démocratique des mouvements populaires, surtout dans une période où la démocratie libérale se trouve dans une situation très critique: les secteurs progressistes développent de manière conséquente les principes démocratiques, tandis que le programme de la démocratie libérale se désagrè-

ge. Or, la démocratie a besoin d'une plate-forme économique pour fonctionner.

Considérons par exemple en Amérique latine les problèmes de la dette extérieure, de la récession, de la mauvaise répartition des richesses, de la concentration du capital, de la détérioration du niveau de vie. Les gens ne sont plus disposés à accepter cette situation économique. Indépendamment du jugement que l'on porte sur elle, la démocratie libérale se retrouve sans programme, ses propres contradictions apparaissent au grand jour, car elle est injuste, conservatrice et donc antidémocratique. De plus, toute alternative réformiste semble exclue.

L'essor révolutionnaire de la démocratie se situe dans sa meilleure période car, dans la pratique, il concurrence avec succès la démocratie libérale. C'est son appui populaire qui le lui permet à concilier les nécessités économiques et politiques de la démocratie.

### II. LA DEMOCRATIE SANDINISTE

*ANN : Cela veut-il dire que la démocratie sandiniste soit une démocratie "tout court" ?*

Orlando Nuñez : Avant, ici, on avait peur de la démocratie "tout court". Aujourd'hui, être démocrate c'est être révolutionnaire. L'ordre établi est dans une situation si critique et la structure économique des bourgeoisies latino-américaines est si vulnérable que la moindre revendication populaire devient subversive. C'est pourquoi la démocratie sandiniste est une démocratie révolutionnaire, une démocratie "tout court". On ne pourrait pas parler de démocratie ici sans distribution de la terre. C'est une des perspectives de la révolution que les propriétaires et l'oligarchie ne supportent pas.

Il en va de même de toute autre initiative pour la distribution des richesses qui implique gestion collective et organisation populaire... Les bourgeoisies sont des classes minoritaires tandis que les classes populaires sont la majorité. C'est pourquoi il est difficile de concilier démocratie et grande propriété.

C'est être tombé dans un piège que d'avoir repoussé la notion de démocratie "tout court", en pensant qu'il y a plusieurs sortes de démocratie. Aujourd'hui, les démocraties n'ont aucune possibilité de se développer sans une orientation révolutionnaire.

### III. LA CRISE DE LA DEMOCRATIE LIBERALE

*ANN : Lorsque vous évoquez la crise de la démocratie libérale, vous pensez à un pays en particulier, à un modèle, à une conception ?*

Orlando Nuñez : Je pense tout d'abord à la démocratie libérale la plus connue, celle qui est montrée en exemple, c'est-à-dire les Etats-Unis. Le taux d'abstention dans ce

pays est un des plus élevés du monde. La faible participation et le peu de représentativité sont la preuve de l'échec de ce type de démocratie. Cette réalité est intimement liée à la crise de l'hégémonie impérialiste. On assiste à la banqueroute de la démocratie libérale la plus forte et personne ne croit plus à la légitimité démocratique de ce pays. Ce phénomène a valeur de symbole pour toute l'Amérique latine. Même les gouvernements bourgeois et les oligarchies du continent ont cessé de croire au modèle démocratique étatsunien. Les Etats-Unis doivent imposer leur schéma au continent et il n'y a rien de plus antidémocratique que cette situation.

En Amérique latine, la crise est également évidente. Il n'existe ni programme politique pour l'affronter ni réponse réformiste à moyen terme. La démocratie peut être maintenue autour d'un programme économique et sur la base d'un large consensus. A mon avis, la démocratie sandiniste en est le modèle le plus représentatif. Nous vivons une situation de crise et d'agression que nul autre pays ne connaît sur le continent. Si l'Argentine, par exemple, avait appliqué les mesures économiques que le Nicaragua s'est vu contraint d'appliquer, il n'y aurait pas seulement eu des pillages de supermarchés mais belle et bien une insurrection. Ces pays ne supportent pas la moindre revendication de leur peuple et vice versa, les peuples ne supportent pas la moindre mesure d'ajustement.

Les sociétés sont coupées en deux. Ce sont des sociétés d'exploitation, il n'y a aucun espace pour la démocratie dans ces modèles économique-politiques.

*ANN : Et la démocratie européenne ?*

Orlando Nuñez : Les démocraties du centre et du sud de l'Europe sont tout autant en crise que celles des Etats-Unis et d'Amérique latine. Le taux de chômage en France et en Angleterre, berceaux de la démocratie libérale, est très élevé.

Peut-être les démocraties scandinaves ont une plus grande souplesse économique et politique. Cependant, il existe un élément irréconciliable, une véritable tâche que toutes ces sociétés ont en commun : le degré d'insatisfaction de larges secteurs de la population. Cette insatisfaction est à l'origine de diverses formes d'organisations, écologistes, pacifistes, etc... La démocratie européenne - et la Scandinavie en est peut-être le meilleur exemple - est une démocratie stérile, qui reste cantonnée dans la superstructure, réfugiée dans les parlements, les officines gouvernementales et qui n'a pas su se développer en intégrant les apports de la vie quotidienne. La vision que nous avons de la démocratie participative n'exclut aucun secteur. En revanche, dans ces pays, les gens en ont assez des médiations. La médiation politique constitue la colonne vertébrale. La démocratie semble être le patrimoine des gouvernements et de certaines institutions.

#### IV. LA DEMOCRATIE SANDINISTE : SES VALEURS ET SES CONTRADICTIONS

*ANN : Pourriez-vous approfondir le concept de démocratie sandiniste ?*

Orlando Nuñez : La démocratie sandiniste est participative, consultative et représentative. La participation en est le trait fondamental - la démocratie libérale est également représentative - cela signifie que le peuple occupe tous les espaces, la propriété, la production, la gestion, la défense militaire, l'expression, l'organisation. En plus d'être la caractéristique principale, c'est aussi une garantie, car la démocratie n'est pas conquise une fois pour toutes. C'est un processus contradictoire et la démocratie sandiniste n'est pas exempte de ces contradictions. Le Nicaragua n'est pas immunisé contre des tentatives de restauration ni contre les coups, surtout dans cette période difficile.

La participation a deux caractéristiques : elle s'exerce dans le cadre d'une lutte contre un ennemi qui l'assiège et la censure, et elle s'est développée par la pratique. Il est important de signaler les étapes qu'elle a connues. Au début, elle a été quasiment euphorique. Ces dernières années, elle a cherché à s'institutionnaliser, non seulement sur le plan juridique, mais autour de certaines tâches. Dans un premier temps, la participation s'est exercée autour de vastes campagnes de santé, d'éducation, de distribution massive de terres grâce à la réforme agraire. Maintenant le peuple entreprend de gérer les acquis de cette première étape. Nous n'allons pas poursuivre éternellement ces vastes campagnes.

Dire que la démocratie sandiniste est consultative et représentative signifie qu'il existe entre le peuple et l'ensemble de la société civile, les institutions, le gouvernement, de nombreux mécanismes de consultations et de communication. C'est une caractéristique issue de la révolution-même et qui se maintient.

Il suffit de citer à titre d'exemple la désignation des dirigeants des organisations syndicales, de quartier ou des différents secteurs d'activité, le contact permanent entre les représentants du gouvernement et la population lors d'assemblées publiques, les réunions de concertation, la présentation des programmes de travail, les "De cara al pueblo" ("face au peuple") etc... La consultation et la participation ont acquis également un caractère particulier dans le processus d'élaboration de la constitution politique nicaraguayenne. Dans le cadre de la consultation populaire, plus de cinquante assemblées publiques ont eu lieu en juin et juillet 86. Des centaines de représentants des secteurs sociaux, religieux et économique ont apporté leurs suggestions, leurs propositions et leurs initiatives dont un grand nombre ont été inscrites par la suite dans le texte de loi promulgué le 9 janvier 1987.

L'élection à tous les niveaux de la direction politique du pays (président, parlement, autorités autonomes sur la Côte atlantique, maires, représentants au parlement centraméricain) est sans doute la meilleure illustration du caractère représentatif de la démocratie sandiniste. L'existence de dizaines de partis politiques, d'organisations syndicales et professionnelles aux options diverses permettent un véritable choix.

*ANN : Quels sont les principaux risques, défauts, contradictions de la démocratie au Nicaragua?*

Orlando Nuñez : La principale contradiction réside dans le rejet de cette démocratie aussi bien de la part de l'environnement régional que des Etats-Unis. Il est difficile de consolider une démocratie dans ce contexte.

Un autre problème est qu'une démocratie née au sein d'une culture autoritaire, verticale et dictatoriale et bâtie sur les épaules d'une génération révolutionnaire, si elle ne parvient pas à s'institutionnaliser, à pénétrer la culture du peuple, sera non seulement assiégée par l'impérialisme mais également par son propre passé.

Il existe une autre contradiction : la structure du pays est encore trop imprégnée de l'économie de marché. Il y a des différences sociales au Nicaragua. Les mesures d'ajustement économique, par exemple, renforcent les relations de marché et par conséquent rendent vulnérable le processus démocratique.

Une autre caractéristique est le poids des valeurs traditionnelles et conservatrices qui font obstacle aux avancées politiques et économiques. Nous vivons encore dans une société très patriarcale, très machiste, où la femme qui représente la moitié de la population est victime de différents types d'exclusion. Pour toutes ces raisons, il est important de renouer avec l'enthousiasme des premières années et d'alimenter idéologiquement la conscience démocratique du peuple pour contrecarrer ces facteurs négatifs.

Cependant, malgré contradictions et conflits, il existe un immense espace et un énorme potentiel pour enrichir notre démocratie afin qu'elle pénètre davantage la société civile, la famille, la vie quotidienne. Si nous soulignons les contradictions, ce n'est pas pour nous lamenter mais pour voir comment l'on peut perfectionner notre modèle, inverser les facteurs négatifs et faire avancer par notre enthousiasme la démocratie sandiniste.

## LA COMMISSION NATIONALE DE RECONCILIATION A RENDU SON RAPPORT

par Felipe Jaime

**Managua, 7 juillet (ANN).** La Commission nationale de réconciliation (CNR) vient de reconnaître que le gouvernement nicaraguayen "a fait des pas importants" dans l'application des accords signés lors du sommet de San Salvador le 14 février dernier. Sa position a surpris les observateurs, compte tenu des conceptions divergentes de l'opposition et du gouvernement.

La CNR s'est réunie le 4 juillet. C'était sa dix-huitième session depuis la signature des accords d'Esquipulas, le 7 août 1987. Après plus d'une heure de discussion, elle a rendu publique une déclaration dans laquelle elle souligne comme élément principal la nécessité de démobiliser la Contra stationnée au Honduras. La démobilisation "volontaire" des troupes irrégulières doit être menée à bien "comme le prévoient les accords de San Salvador", a précisé le cardinal Obando, président de la CNR, qui a lu le communiqué en neuf points.

Le cardinal a précisé que la résolution de la commission a été prise à l'unanimité de ses membres, parmi lesquels figurent le viceprésident de la République Sergio Ramirez, le ministre de la présidence René Nuñez et deux représentants de l'opposition, Mauricio Díaz (PPSC) et Erick Ramirez (PSC).

Selon les accords d'Esquipulas II passés entre les cinq présidents centraméricains, chaque gouvernement est tenu de former une commission nationale de réconciliation. Mais actuellement seule la commission nicaraguayenne fonctionne. Les accords d'Esquipulas stipulent que les CNR sont les seules habilitées à juger de l'application des accords présidentiels.

Le rapport de la commission nicaraguayenne appelle le gouvernement à décréter à court terme une amnistie générale "pour parvenir à une libération de tous les prisonniers politiques (contras dans leur majorité) accompagnée de la garantie de leurs droits de citoyen".

A ce sujet, Sergio Ramirez a affirmé : "L'amnistie a toujours été à l'ordre du jour pour le gouvernement, mais elle dépendra de l'existence de circonstances plus adéquates. De son côté, le cardinal Obando a estimé que "si tous les prisonniers étaient libérés, ce serait une grande satisfaction et un progrès vers la réconciliation de la famille nicaraguayenne".

Parmi les engagements pris par le président Ortega au sommet de San Salvador figurait, en plus des réformes de la loi électorale et de la loi sur les médias, la libération des anciens gardes somozistes. C'est ainsi que le 23 mars, 1'794 d'entre eux ont été graciés par le gouvernement, tandis que 39, jugés pour "crime contre l'humain".

nité", voyaient leur peine confirmée. Par la suite, la loi électorale et la loi sur les médias ont été l'objet de réformes après discussion au parlement.

La déclaration de la CNR souligne que le gouvernement doit continuer, pendant le processus électoral, à mettre en oeuvre des actions destinées à garantir l'égalité de tous les partis politiques pendant la campagne et un meilleur accès aux médias. Elle précise aussi que l'invitation d'observateurs internationaux par le gouvernement et l'opposition doit respecter la procédure légale établie par le Conseil électoral suprême, la plus haute instance chargée de l'organisation des élections.

La CNR a par ailleurs appelé le gouvernement à un dialogue "franc" et "ouvert" avec toutes les forces politiques et tous les secteurs sociaux pour éviter la "coupure" de la société nicaraguayenne. A ce propos, Sergio Ramirez a réaffirmé que le gouvernement a toujours été prêt au dialogue, mais rejette la condition de l'opposition, qui exige que celui-ci serve à réformer la constitution ou à modifier la composition du Conseil électoral suprême, ce qui violerait les lois en vigueur.

Ce rapport de la CNR, le premier depuis la fin du délai de 90 jours fixé pour l'application des accords de San Salvador, a été approuvé par tous ses membres, y compris les représentants de l'opposition. C'est donc une étape importante qui vient d'être franchie.

## CONFISCATIONS : LES TRAVAILLEURS PRENNENT LA RELEVÉ

repris de *Trinchera*.

Managua, juillet (ANN). Les travailleurs de l'exploitation agricole de J. Cuadra, qui a été exproprié en même temps que N. Bolaños et A. Alemán, soutiennent la décision du gouvernement. En effet, en réponse à son attitude de sabotage de la production, 350 hectares de terres du grand producteur de café ont été déclarés d'utilité publique le 20 juin dernier. La propriété "El Gorrión", située à 70 kms de Matagalpa, s'est convertie aujourd'hui en Unité de production d'Etat (UPE) et elle est intégrée à l'entreprise "Rolando Burgos".

Les travailleurs y poursuivent normalement leurs activités d'entretien et de nettoyage des plantations de café et élaborent des programmes d'améliorations sociales. Malgré de bonnes conditions de production, l'aspect social a été jusqu'à présent complètement négligé : les habitations des travailleurs ont plus de 50 ans, les femmes qui travaillent dans les champs n'ont pas de solution pour la garde d'enfants et réclament la construction d'une crèche. Il y a de plus des problèmes de santé, d'éducation et d'alimentation.

L'actuel administrateur de la UPE a jugé la mesure d'expropriation correcte : "Maintenant, c'est à nous de relever le défi et de maintenir la production, tous les travailleurs sont d'accord là-dessus". Le secrétaire général du syndicat, Hilario Espinoza, a rappelé que J. Cuadra n'a jamais permis que les employés s'organisent en syndicat, qu'il les a toujours brimés et payés en produits de base. Ce patron, dirigeant d'un petit parti, n'avait aucun appui politique chez les travailleurs et quand il avait besoin de gens pour le soutenir dans ses manifestations, il allait les chercher dans les environs. "Nous pensons que J. Cuadra, N. Bolaños et A. Alemán n'ont jamais mis du leur pour collaborer à la concertation et pour produire. Nous, les travailleurs, nous avons parlé avec eux, mais leur position a toujours été négative".

De son côté, l'ancien administrateur de l'hacienda, Heriberto Morras, s'est déclaré innocent des menées de J. Cuadra. Il a confirmé que celui-ci n'avait jamais permis que les travailleurs s'organisent mais qu'une fois, il avait autorisé la présence de la CUS et de la CTN, organisations syndicales de droite liées au Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). L'ancien administrateur, faisant allusion à l'attitude de son ancien patron, a conclu : "Je ne me sens pas dépossédé, maintenant que cette propriété est confisquée ma situation pourrait s'en trouver améliorée".

Ulises Hernandez a travaillé comme ouvrier agricole pendant plus de 10 ans pour J. Cuadra et a toujours poussé les travailleurs à s'organiser : "Ça m'a attiré la haine de mon patron au point qu'il m'a traité un jour de "fils de pute", il m'a dit que je n'étais là que pour lui casser les pieds. Des rumeurs ont couru disant que la Contra allait me tuer, mais grâce à Dieu, je suis là et il ne m'est rien arrivé" commente-t-il.

Leonidas, un autre travailleur, qui a passé 35 ans dans l'exploitation, raconte : "Je me retrouve après tant d'années de travail ici sans même une maison, je n'ai rien, je ne travaille que pour manger et donner à manger à mes enfants".

Alfonso Espinoza, responsable de l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC) pour le secteur café, a expliqué que les travailleurs de la région s'étaient concertés avec les producteurs et avaient même élaboré une convention en 1987. Mais ce processus a été rompu par J. Cuadra, N. Bolaños et A. Alemán qui ont choisi de saboter la production, alors qu'ils s'étaient engagés, les 19 et 20 avril, à relancer l'économie.

A. Espinoza a indiqué que les productions de café de la région ont couvert leurs coûts de production avec la vente de deux tonnes de café sur les sept ou huit tonnes que l'on obtient en moyenne par "manzana" (0,7 ha). Cela équivaut à un bénéfice de plus de 200 %, sans compter la subvention supplémentaire de l'Etat qui a distribué au mois de mars 70'000 millions de cordobas. Certains pro-

ducteurs n'ont pas réinvesti ces sommes mais les ont changé en dollars, provoquant une hausse de l'inflation.

Aujourd'hui, le gouvernement a adopté des mesures afin que les producteurs de café investissent dans la production, entretiennent leurs plantations et mettent en marche des améliorations sociales avec l'argent détourné, joint au financement de la NED (National Endowment for Democracy), certains producteurs tentent de saboter et de renverser le pouvoir révolutionnaire. "Mais nous sommes prêts à faire échouer leurs plans" a déclaré A. Espinozas. Selon lui, l'assemblée des membres du COSEP, tenue à Matagalpa le 18 juin, marquait le démarrage du plan de la CIA et du gouvernement des Etats-Unis dénommé "Bleu et blanc", qui vise à paralyser l'économie du pays et nie les lois révolutionnaires. Le dirigeant syndical a conclu par l'affirmation que les travailleurs ne laisseront pas le processus révolutionnaire s'arrêter en chemin.

### **PRIX DU CAFE EN CHUTE LIBRE**

par Ricardo Pino Robles

**Managua, juillet (ANN).** Le Nicaragua accuse les Etats-Unis d'être l'unique responsable de l'écroulement du cours international du café, en s'étant opposé à la reconduction de la convention qui régissait le commerce mondial de ce produit depuis 1962.

Au cours d'une conférence de presse devant des journalistes nicaraguayens et étrangers, le ministre de l'Economie, de l'industrie et du commerce, Luis Carrión, a signalé que le Costa Rica et le Mexique se sont alignés sur la position des Etats-Unis au détriment des pays producteurs de café. Les délégués de ces deux pays ont assisté à la dernière réunion de l'Organisation internationale du café (OIC) le 3 juillet à Londres, et leur attitude ne peut s'expliquer que par les pressions auxquelles ils ont été soumis.

Luis Carrión a dénoncé la volonté manifestée par les Etats-Unis dès le début de la réunion de "liquider" l'accord sur les prix au bénéfice des pays consommateurs. Le ministre a exprimé son indignation devant les journalistes réunis: "Les Etats-Unis portent la responsabilité de la destruction de cette convention régulatrice qui fixait des prix stables et plus justes pour la vente du café". Il a ajouté que "c'était l'unique exemple existant de ce que pourrait être une modification des relations entre les pays développés et les pays sous-développés". Selon ses estimations, si "en théorie" les prix se stabilisent autour de 100 dollars le quintal (46 kilos, 100 livres étatsuniennes) le Nicaragua perdra au moins 25 millions de dollars l'année prochaine.

Mais selon les informations reçues ici du marché de New York, les prix de décembre prochain pour le café de qua-

lité "Mild" descendront en-dessous de la barre des 100 dollars. L. Carrión, visiblement préoccupé par l'avenir du produit qui est le second secteur d'exportation de l'Amérique latine, a estimé que les prix pourraient chuter jusqu'à 80 dollars, ce qui représenterait une perte énorme pour les pays producteurs.

En ce qui concerne les perspectives immédiates, le ministre a annoncé qu'il réalisait un sondage auprès du groupe de pays qui produisent la même qualité, composé du Costa Rica, de l'Ecuateur, du Pérou, du Salvador, du Mexique, du Honduras, du Guatemala, de la Nouvelle Guinée, de l'Inde, de la République dominicaine et du Nicaragua. L'objectif est de connaître l'état d'esprit des autres pays et d'envisager la possibilité d'unir ce groupe autour d'une politique commune de commercialisation.

Le café "Mild" bénéficie d'une grande demande sur le marché international, sa qualité étant considérée comme une des meilleures, ce qui n'empêche pas la chute de son prix. Ce contexte défavorable est une douche froide pour le Nicaragua qui projetait d'améliorer l'exploitation de son café afin de récupérer ses anciens niveaux de rendement. Selon l'organisation internationale du café (OIC), 1982-83 a été pour le pays l'année de la meilleure production exportable, avec 68'000 tonnes. Les estimations pour l'année à venir indiquent que la production va augmenter par rapport à cette année, mais avec un bénéfice probablement inférieur du fait de la chute du prix.

### **UNE EXPERIENCE PERUVIENNE QUI INTERESSE LES NICARAGUAYENS**

par Ricardo Pino Robles

**Managua, 30 juin (ANN).** Les récentes mesures adoptées par le gouvernement péruvien pour affronter la crise ont éveillé l'intérêt de certains cercles de spécialistes nicaraguayens compte-tenu de la similitude de la situation économique dans les deux pays.

Bien que d'origine différente, la crise péruvienne et la crise nicaraguayenne se ressemblent: inflation accélérée, forte récession provoquée par la contraction de la demande qu'entraîne les ajustements destinés à contenir le rythme de l'inflation.

Le gouvernement péruvien, après avoir appliqué une politique "d'ajustements graduels" (jusqu'à présent, le choc a été évité) qui comprend depuis le début du mois des mini-dévaluations quotidiennes, est passé à une phase de "relance sélective", qui a commencé par une augmentation des salaires d'environ 28 %. Cette mesure est destinée à provoquer une relance de la demande, dont on espère qu'elle mettra fin à la récession en relançant à son tour les secteurs prioritaires de l'économie.

Cependant, certains spécialistes attirent l'attention sur le risque de nouvelles pressions inflationnistes. Selon les déclarations de Cesar Vasquez, ministre péruvien de l'économie, le salaire minimum a été fixé à 115'000 intis (monnaie péruvienne), qui équivalent à 48 dollars au change officiel (2'369 intis pour un dollar).

Malgré cette hausse, les dirigeants syndicaux continuent à réclamer l'indexation des salaires sur l'inflation pour éviter l'érosion du pouvoir d'achat.

En effet, selon les chiffres officiels, l'inflation accumulée durant les cinq premiers mois de l'année s'élève à 469,9 % et on estime qu'elle atteindra 10'000 % en décembre. En 1988, l'inflation annuelle était de 1,722 % et le produit intérieur brut, pour sa part, est tombé de 8,4 %. Au cours du premier trimestre 1989, il a baissé de 23,9 % par rapport à la même période l'an dernier, et l'on s'attend, pour l'ensemble de l'année, à une chute verticale de 25 % due à la récession.

Mais l'impact économique et social se mesure plus clairement si l'on examine d'autres chiffres émanant d'institutions privées ou d'Etat, de syndicats, de journaux et d'hommes politiques d'opposition. En mars, la "capacité productive" du pays était paralysé à 65 % et les salaires réels ont chuté de 30 % durant les trois premiers mois de l'année. Par ailleurs, presque 50 % de la population active est payée au salaire minimum.

Selon Jurgen Shuldt, doyen de la faculté d'économie de l'Université du Pacifique, à Lima, une dramatique redistribution des revenus, qui a provoqué une perte sans précédent du pouvoir d'achat, s'est produite durant le premier trimestre. La contraction de la demande a entraîné un effondrement des ventes du commerce de détail d'environ 56 % en janvier et 65 % en février. Selon des études menées par des entreprises-conseil privées, on s'attend à des indices similaires en mars et avril.

Le commerce, qui emploie plus d'un million de personnes, soit 15 % de la population active, fournit 14 % du PIB péruvien.

Une étude réalisée début mai par l'Université nationale d'agronomie a montré que le quart de la population de Lima connaît la famine car ses revenus sont dix fois inférieurs à la valeur du "panier de la ménagère". Une autre enquête, menée par l'école d'ingénieurs industriels de Lima, révèle que 80 % des Péruviens sont "mal nourris" et que 30 % souffrent de "dénutrition chronique".

Des observateurs nicaraguayens estiment qu'à la fin du premier semestre de cette année, la situation économique au Pérou n'aura pas sensiblement évolué par rapport aux chiffres des trois premiers mois.

Le plan de "relance sélective", qui a débuté à la mi-juin par une augmentation des salaires, exige, selon les estimations officielles, un investissement de 340 millions de dollars, dont le gouvernement dispose grâce à l'augmentation des réserves internationales. En effet, le ministère de l'économie a annoncé que les réserves internationales brutes du Pérou s'élevaient en mai à 873 millions de dollars. Les secteurs qui vont bénéficier du plan sont, par ordre de priorité, l'agriculture, les mines et l'industrie, le logement, l'éducation, la santé et la pêche.

Le ministre de l'industrie et du commerce, Carlos Raffo, a expliqué qu'il a été prévu de promouvoir l'exportation de produits manufacturés et de produits agro-industriels, pour profiter des "avantages comparatifs".

Pourtant, une partie de l'opposition et des chefs d'entreprise ont manifesté leur désaccord avec le plan de relance, car, selon eux, ralentir la récession sans avoir tout d'abord freiné l'hyperinflation pourrait aboutir à accélérer le rythme de l'inflation sans parvenir à élever le niveau de croissance. Les critiques soutiennent que la Banque centrale de réserve devrait "laisser flotter le dollar" jusqu'à ce qu'il retrouve un prix réaliste. Mais le ministre de l'économie, C. Vasquez, après avoir annoncé la politique de mini-dévaluations quotidiennes, a affirmé: "Nous n'allons pas laisser devenir les trafiquants de drogue maîtres du dollar". En effet, selon le ministre, le marché des devises atteint au Pérou 5 milliards de dollars par an, dont 71 % correspondent aux revenus des exportations, 9 % au recyclage de l'épargne en dollars. Les 20 % restants (soit un milliard de dollars) proviennent du trafic de drogues.

Pour garantir le succès de son programme de relance, le gouvernement péruvien a également entamé une offensive pour établir une concertation économique et sociale entre l'Etat, les chefs d'entreprise et les travailleurs. Il attend que les salariés, dans le cadre de cette concertation, ne fassent pas aux classes possédantes, elles devraient non seulement réduire leurs dépenses somptuaires et non-somptuaires, mais également réinvestir au Pérou pour créer des emplois.

Le Pérou, avec une population de 20 millions de personnes dont 68,3 % vivent en ville, est confronté à la crise la plus grave de toute son histoire et parmi les plus aiguës d'Amérique latine. Au Nicaragua, six mois après avoir commencé à appliquer le plan destiné à freiner l'hyperinflation (qui est passé de 126,6 % en décembre 88 à 15,5 % en mai 89) des économistes des cercles gouvernementaux, des chefs d'entreprise et des syndicalistes analysent la possibilité d'aborder également une étape relance qui passerait par une augmentation des salaires.

## IL EST PARTI, CELUI QUI NOUS FAISAIT CHIER

*Inutile de préciser quel départ est ainsi salué par Omar Cabezas dans son dernier livre "Chanson d'amour pour les hommes".*

*Mi-juillet 1979, la guerre fait rage. León vient d'être libéré...*

Cette nuit-là, après la discussion au cours de laquelle on décide d'avancer sur Managua, mais bien plus tard encore dans la nuit, voilà que Tomás (Borge, n.d.t.) veut que je l'emmène à l'hôpital voir les blessés et dans les prisons où se trouvent les prisonniers de la garde somoziste. Je n'oublierai jamais ce spectacle dantesque, un tas de camarades démolis, les uns blessés, les tripes à l'air, les autres avec de gros trous dans la poitrine, perforés par des armes de gros calibres, d'autres avec les jambes arrachées, encore vivants, geignant, gémissant de douleur, des enfants blessés, des femmes mortes, et je n'oublierai jamais ce camarade mort, le crâne défoncé et la cervelle dehors, et Tomás s'approche, tel un prêtre, un évêque, tel le Messie, tel je ne sais quoi, le cœur de Jésus, le Père éternel et il dépose un baiser sur ce qui reste du front du camarade qui a la cervelle dehors.

Il fait comme cela, de l'un à l'autre. Tomás, et je revois ces films sur Jésus-Christ que j'ai vus au ciné Teresita, à León, quand Jésus soigne et console les malades. C'est l'impression que me fait Tomás prenant dans ses mains avec une grande douceur le visage des blessés qui vivent encore. Et je me dis, qu'est-ce qu'il supporte, le vieux, qu'est-ce qui lui a pris de venir se foutre là-dedans, parce que pour moi, c'est une torture de voir ça, et le vieux en train de consoler et moi avec l'envie d'aller au diable ou de me transformer en Dieu ou en magicien pour soigner, pour sauver les gens qui meurent, et moi cramponné à Tomás, lui disant, allons-nous-en, chef, on doit aller ailleurs. Et Tomás, tout petit, avançant lentement d'un blessé à l'autre. Il y a des mères pleurant leurs morts et leurs blessés, elles s'accrochent à Tomás comme on s'accroche à Dieu, elles le supplient de les ressusciter. Des hommes en pleurs, des femmes en pleurs, des jeunes en pleurs, implorant le vieux, touchant Tomás comme pour lui demander de se transformer en Dieu, et tout ce que Tomás fait c'est de les embrasser, de les prendre dans ses bras. Les larmes lui viennent, au vieux, et je lui dis, allez, vieux, allons-nous-en d'ici, il faut qu'on aille ailleurs, parce que je sens que je vais me mettre à pleurer, et c'est du masochisme de rester là-dedans. Mais le vieux insiste, il continue à répandre ses consolations, ses baisers, sa tendresse, sa douceur, posant ses mains sur tout le monde comme un prêtre, un évêque. Une petite vieille arrive, elle demande à Tomás de lui donner une arme, elle dit qu'elle ne veut plus vivre parce qu'ils lui ont tué son fils et son mari, qu'il lui donne une arme pour qu'elle parte se battre et mourir. Tomás me regarde

un moment, moi, je fais celui qui ne comprend pas parce que je m'y suis bien attaché, à mon arme. Le vieux me comprend. Il avise un des hommes de son escorte, lui prend son arme pour la donner à la vieille.

Et j'arrive enfin, avec l'aide de Marcelo, à le sortir d'ici, parce que je ne supporte plus.

(...) Je ne me rappelle plus bien si c'était le soir du 16 ou le soir du 17. Ce dont je me souviens parfaitement, c'est qu'il est allé à l'hôpital faire tout ce que je t'ai dit et que je n'arrivais pas à le faire sortir de là. Le soir du 17, c'est-à-dire le même soir, en fait comme je t'ai dit je ne me rappelle pas bien, mais ce que je vais te raconter c'était bien le 17, parce que ça, par contre, je ne l'ai pas oublié. On est assis dans l'herbe verte du patio de la maison de Silvio Argüello, à écouter la "Voix des Etats-Unis d'Amérique", qui annonce que Somoza s'en va cette nuit. Moi, comme d'habitude, je ne crois que ce que je vois. Et alors, je me souviens, on est dans le patio, Daniel, la Chayo, la Dora María, si je ne me trompe pas Polo, Mauricio Valenzuela, Tomás et un autre groupe, écoutant la radio qui dit que Somoza est sur le point de partir, et nous on regarde en l'air dans la nuit, parce qu'on se dit, si cet enfant de salaud s'en va, forcément on verra passer l'avion. Du patio où on est, on distingue bien tout le ciel, en plus il y a peu d'étoiles. Tu ne vas pas me croire, brusquement on voit une lumière rouge bien collée à une lumière blanche sillonnant le ciel, rien à faire, ça ne peut être que Somoza qui part. Quand on voit la lumière rouge et la lumière blanche de l'avion, on les regarde bien, bien, pour être sûrs que ce n'est pas le diable qui nous joue un tour et que ce soit une comète ou de ces exhalaisons qui tombent du ciel sans prévenir et que ça ne soit pas Somoza. On reste à regarder la lumière rouge collée à la lumière blanche, bien, bien, pendant un moment, jusqu'à ce qu'on se rende compte qu'elles ne descendent pas et on se dit que c'est ce fils de pute. Il s'en va.

Il est parti. C'est Somoza. Il s'en va. Somoza part. Enfin, ce fils de pute de Somoza est parti. Et on commence à s'embrasser, à se faire des bises, à sauter, à se congratuler comme si c'était le 31 décembre, comme si c'était cent 31 décembre en même temps.

On était tous persuadés que, si Somoza s'en allait, la garde allait s'effondrer et c'est pour ça qu'on était sûrs, quand on a vu passer l'avion de Somoza, que la révolution avait triomphé, ce n'était plus qu'une question de jours, d'heures, parce que la garde était la chose de Somoza et que, Somoza parti, on jurait de se couper les couilles, celle de gauche qui fait les gosses, si la garde ne s'écroulait pas. Et ça nous paraissait impossible à croire, et on s'embrassait, tous hystériques de joie, et enfin, enfin, il est parti, celui qui nous faisait chier. Il suffit juste de continuer à en mettre un coup, un petit coup supplémentaire, et c'est la fin à jamais de la dictature et de la garde (...).

La garde, effectivement, une fois son papa parti, une fois son chef envolé, une fois coupé son cordon ombilical, une fois partie sa maman, une fois abandonnée par celui qui l'avait créée et engendrée, après que Somoza a été engrossé par le père de Somoza, qui lui-même a été conçu et engrossé par l'infanterie de marine américaine, quand elle nous a envahis en 1927, pour la je ne sais combienième fois, pour combattre le général Sandino, donc, tout simplement, la garde n'a même pas supporté le début de la charge de nos troupes, qui se sont jetées comme des tigres sur les garnisons, pour toucher et assaillir, pour la première fois et définitivement, le ciel, les rêves, le pouvoir, la liberté. Nos troupes se sont jetées, la poitrine nue, tirant les dernières cartouches qui nous restaient, pas dans les cartouchières mais dans les fusils, parce qu'à ce moment-là on n'avait presque plus de balles. Figure-toi que moi, qui étais chef, j'avais à peine 60 balles en tout. C'est maintenant ou jamais.

Maintenant. Tous à l'assaut des garnisons ! Patrie libre ou mourir ! La révolution ou la mort !

C'est pour ça que je t'aime. Le lendemain, le 18 juillet, à 11 heures du matin, la nouvelle nous arrive que le dénommé Urcuyo abandonne sa prétendue présidence et abandonne aussi le pays. Qu'est-ce-qu'on peut demander de mieux ? Ce jour-là, dans mon León, dans mon cher León, là où commence le concept de patrie, là, dans le grand amphithéâtre de l'université où tant de fois j'ai pris la parole quand j'étais étudiant, où tant de fois ils m'ont pris pour un fou, pour un vagabond, où tant de fois les somozistes, les social-chrétiens, les socialistes et les communistes m'ont insulté, ou aussi ils nous ont traités d'aventuristes et de petits bourgeois parce que nous appelions à la lutte armée et eux disaient que Somoza ne pourrait tomber que par une lutte civique, etc, etc, etc...

Là, dans l'amphithéâtre de León, la junte de gouvernement de reconstruction nationale s'installe, en plein milieu de l'insurrection finale, et León est déclarée capitale de la révolution.

*(La semaine prochaine nous publierons un autre extrait du livre d'Omar Cabezas : "Le 19 juillet 1979 sur la place de la Révolution").*

#### EN BREF :

#### TOUT EST PRET POUR LA RENCONTRE DE LA SOLIDARITE

Managua, 3 juillet (ANN). La troisième rencontre du mouvement de solidarité avec le Nicaragua, qui se tiendra à Managua du 20 au 22 juillet, est "un événement très attendu au niveau international" selon Patricia Elvir, secrétaire générale du Comité nicaraguayen d'amitié, de solidarité et pour la paix (CNASP). "Ce sera la seule acti-

tivité du 10ème anniversaire qui abordera le thème du travail à venir" a expliqué la jeune dirigeante à l'ANN. La rencontre réunira 220 délégués de tous les comités et organisations de solidarité avec le Nicaragua qui existent dans le monde.

Quatre ateliers travailleront sur des thèmes précis à partir d'un document de base qui vient d'être diffusé. Ce texte affirme dans son introduction que "le Nicaragua a besoin que la solidarité internationale se poursuive" et il développe un "plan d'action à moyen et long terme" qui s'enrichira de la réflexion des comités présents.

"Appuyer la révolution populaire sandiniste implique nécessairement un soutien au FSLN et au gouvernement révolutionnaire comme direction du processus politique" souligne le document préparatoire.

"Le Nicaragua est actuellement entre la guerre et la paix, le défi de notre peuple et de la solidarité est d'enterrer la guerre et de forger la paix".

Parmi les tâches du mouvement de solidarité s'inscrivent les jumelages de ville, le développement du travail d'information à partir du matériel qu'offrent l'Agence Nueva Nicaragua et *Barricade Internationale* et le soutien matériel coordonné par la campagne "le Nicaragua doit survivre". "Nous allons expliquer l'actualité de cette campagne et la signification de l'opération "Phénix", qui en est l'aspect informatif dit P. Elvir, qui ajoute que "les projets d'aide matérielle doivent venir en réponse au blocus et à la guerre. Nous devons proposer aux comités des projets qui concourent à relancer l'économie et à restaurer le pays dévasté par la guerre contre-révolutionnaire".

Début juillet, 165 délégués de 25 pays avaient déjà confirmé leur participation à la rencontre, à laquelle assisteront de hauts fonctionnaires et des membres de la Direction nationale du FSLN.

Des distinctions du "dixième anniversaire" seront remises aux comités et aux militants de la solidarité qui se sont particulièrement distingués pendant ces dix années.

#### NOTRE MONTRE "10 AÑOS NICARAGUA LIBRE":

##### Retard de livraison

*Nous sollicitons la compréhension de tous ceux et celles qui ont commandé notre montre et ne l'ont pas encore reçue. Il y a deux raisons pour ce retard de livraison :*

1. *la petite fabrique horlogère est surchargée par notre grande commande de montres "10 años...". En plus les horlogers vont partir en vacances de mi-juillet jusqu'à mi-août, et il va donc avoir un retard additionnel. Nous en sommes vraiment désolés...*

2. Nous avons dû prioriser les commandes de l'ANN-Managua qui peut vendre les montres uniquement durant les fêtes du 19 juillet à Managua.

Les lecteurs et lectrices qui ont commandé leur montre après le premier juillet devront donc se patienter jusqu'au mois de septembre. Nous espérons pouvoir satisfaire ceux et celles qui ont fait leur commande avant cette date en leur envoyant la montre dans ces prochains jours.

Excusez ce retard.

Solidairement

ANN-Europe

---

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350.

Un paiement semestriel est possible.

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

---

